L'ajournement

Depuis 1978, il y a eu 14 causes acceptées dans le programme et une subvention totale de \$580,000 a été accordée. Cette année, un transfert de fonds de \$60,000 additionnels aux \$200,000 qui existaient déjà a été accordé par le Conseil du Trésor portant ainsi le budget de cette année à \$260,000.

On se souviendra, monsieur le Président, que j'avais d'ailleurs interrogé le premier ministre (M. Mulroney) sur ce programme il y a quelque temps et je lui rappelais que le 31 mars, c'est-à-dire dans trois jours, le programme d'aide à la contestation judiciaire se termine. Il n'y aura plus d'argent, donc plus de programme. C'est un débat d'ailleurs fort intéressant car je crois que l'anniversaire ou, si l'on veut, la date limite du 31 mars est symbolique parce que le 17, dans deux semaines, nous aurons, ici au Canada, une Charte des droits qui reconnaîtra l'article 15 qui traite des droits fondamentaux et qui, d'après moi, devrait permettre aux Canadiens de contester devant les tribunaux l'interprétation de cette Charte.

Monsieur le Président, je rappellerai à mes collègues d'en face que durant les élections le parti progressiste conservateur avait appuyé totalement le programme d'aide à la contestation judiciaire. Dans les remarques qu'ils avaient faites... Dans cette lettre qu'il avait envoyée à la Fédération des francophones hors Québec, le premier ministre ou, si l'on veut, le chef du parti conservateur, avait appuyé sans aucune condition le programme d'aide à la contestation judiciaire. Il avait dit que son gouvernement continuerait à appuyer et à renforcer ce programme.

Dans une question qu'on posait au ministre de la Justice (M. Crosbie) le 20 mars, on lui demandait si le gouvernement étudiait la possibilité d'élargir le programme. Devant le Comité de la justice et des questions juridiques, le 20 mars, le ministre de la Justice a dit, et je cite:

● (1820)

[Traduction]

Ce qu'il faut savoir, c'est si le programme d'aide à la contestation judiciaire doit porter sur autre chose que les droits linguistiques. Ces droits sont visés par les articles 133 et 23 de la Loi du Manitoba et l'article 23 de la Charte des droits. Le ministre a demandé si nous allions financer les recours en justice et les appels lorsque le gouvernement plaide une cause, et financer quelqu'un qui dans le camp opposé défend la thèse contraire. Il a demandé jusqu'où serait la limite et quel était l'avis des Canadiens à ce sujet? Qui décidera quelles causes sont acceptables et lesquelles ne le sont pas? Si nous allons financer ces recours en justice, faudrait-il accorder des fonds à un organisme indépendant?

[Français]

A ce moment-là, monsieur le Président, je me suis posé la question: Est-ce que le gouvernement étudie sérieusement, considère-t-il transférer le programme soit à l'Association canadienne des libertés civiles, soit peut-être à la Ligue des droits de l'homme, soit à la Fondation canadienne des droits de la personne ou peut-être même pense-t-il à transférer le programme au Barreau canadien qui, peut-être, serait intéressé à administrer ce programme essentiel, d'après moi, pour permettre l'épanouissement d'une société juste et équitable?

On nous a dit, monsieur le Président, depuis quelques mois, que certaines provinces, en particulier celles de l'Ouest, étaient un peu embarrassées par le programme parce que les citoyens

de ces provinces se servaient d'un programme fédéral, recevaient de l'argent du gouvernement fédéral pour pouvoir contester devant les tribunaux certains traitements ou certaines interprétations de la Charte des droits ou des articles 133 et même 93 de l'Acte de 1867.

[Traduction]

Je dois dire que, pour ma part, je suis convaincu que le gouvernement devrait d'ici peu déclarer à la Chambre et aux Canadiens qu'il existe vraiment un moyen, un programme ou un système quelconque qui permette aux Canadiens de se faire aider financièrement lorsqu'ils se présentent devant les tribunaux afin d'obtenir des précisions et un interprétation de la loi.

[Français]

En terminant, monsieur le Président, j'aimerais tout simplement rappeler un extrait de la lettre du premier ministre à la Fédération des Francophones hors Québec, et je cite:

Nous conserverons le Programme de contestation judiciaire actuel, qui vient en aide aux particuliers et groupes cherchant à obtenir une décision des tribunaux sur des points litigieux relatifs aux droits linguistiques aux termes de la Loi constitutionnelle de 1867 et de la Charte des droits et libertés. Nous consulterons les membres des groupes minoritaires et autres personnes intéressées pour s'assurer que le programme de contestation judiciaire est à la fois bien conçu et efficace.

J'espère que le gouvernement a consulté, j'espère que le gouvernement va agir, j'espère que le gouvernement va annoncer ce soir que le 31 mars le programme ne se termine pas, mais que le 1^{er} avril il y aura en place un programme sérieux, un programme généreux pour permettre aux minorités de pouvoir faire valoir leurs droits devant les tribunaux canadiens.

● (1825)

M. Pierre Blais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, dès qu'on est 15 jours, trois semaines, sans se chicaner au Canada, immédiatement l'opposition s'empresse de trouver des situations ou des occasions pour qu'on puisse soulever des problèmes.

Monsieur le Président, l'objet du Programme de contestation judiciaire, c'est d'obtenir que les tribunaux se prononcent sur la portée exacte des droits linguistiques qui sont garantis par notre Constitution. A cette fin, le gouvernement verse une aide financière pour payer les frais judiciaires dans le cas des causes jugées importantes. Il est bien évident qu'il faut toujours que l'État, à notre avis, soit prudent chaque fois qu'on intervient dans ce secteur. Il est bien évident que lorsque le gouvernement paie des frais judiciaires pour les gens qui, occasionnellement, le poursuivent lui-même, on ne peut pas ouvrir cette porte «at large», cela n'aurait plus de sens.

Le programme a été lancé en 1978 dans le cadre des efforts qui ont été déployés par le gouvernement pour promouvoir l'unité nationale. C'est un peu surprenant de pouvoir dire que le précédent gouvernement a pu, à un certain moment, déployer des efforts pour l'unité nationale. Mais à ce moment-là, on avait utilisé des mesures, ces mesures-là, en défense, pour les droits linguistiques des minorités. Cela a été reconduit en 1979. Il ne s'appliquait au début qu'aux contestations qui étaient fondées sur les articles 93 et 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, et également sur l'article 23 de la Loi sur le Manitoba, parce qu'il s'agissait en fait, à ce moment-là, des seules dispositions qui donnaient des garanties constitutionnelles aux langues officielles. L'article 93, de son côté, protège le droit des écoles confessionnelles et quant à l'article 133 de la